



Décision n° CODEP-OLS-2017-023081 du Président de l’Autorité de sûreté nucléaire du 13 juin 2017 autorisant Electricité de France - société anonyme (EDF-SA) à modifier de manière notable les modalités d’exploitation autorisées de l’aire de transit des déchets conventionnels, du CNPE de Belleville-sur-Loire (installation nucléaire de base n° 128) situé sur les communes de Belleville-sur-Loire et de Sury-près-Léré (Cher).

Le Président de l’Autorité de sûreté nucléaire,

Vu le code de l’environnement, notamment son article L. 593-15 ;

Vu le décret du 15 septembre 1982 autorisant la création par Electricité de France de deux tranches de la centrale nucléaire de Belleville-sur-Loire dans le département du Cher ;

Vu le décret n° 2007-1557 du 2 novembre 2007 modifié relatif aux installations nucléaires de base et au contrôle, en matière de sûreté nucléaire, du transport de substances radioactives, notamment ses articles 4 et 26 ;

Vu l’arrêté du 7 février 2012 modifié fixant les règles générales relatives aux installations nucléaires de base ;

Vu la décision n° 2013-DC-0360 de l’Autorité de sûreté nucléaire du 16 juillet 2013 relative à la maîtrise des nuisances et de l’impact sur la santé et l’environnement des installations nucléaires de base ;

Vu la demande transmise par courrier référencé D5370 ADE-SSQ-2017-100 QS du 24 mai 2017 relative à la modification notable du référentiel d’exploitation de l’aire de transit des déchets conventionnels de la centrale nucléaire de Belleville-sur-Loire référencée D5370GT14239 indice 1 et le plan de colisage associé ;

Vu le courrier de l’ASN CODEP-OLS-2017-021309 en date du 30 mai 2017 accusant réception du courrier du 24 mai 2017 susvisé ;

Considérant que, par courrier du 24 mai 2017 susvisé Electricité de France – société anonyme (EDF-SA) a déposé une demande d’autorisation de modification du référentiel d’exploitation de l’aire de transit des déchets conventionnels de la centrale nucléaire de Belleville-sur-Loire ; que cette modification constitue une modification notable des modalités d’exploitation de son installation relevant du régime d’autorisation de l’ASN régi par l’article 26 du décret du 2 novembre 2007 susvisé,

Décide :

Article 1^{er}

Electricité de France – Société Anonyme (EDF-SA), ci-après dénommée « l'exploitant », est autorisé à modifier l'installation nucléaire de base n° 128 dans les conditions prévues par sa demande du 24 mai 2017 susvisée.

Article 2

La présente décision peut être déférée devant le Conseil d'État :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification,
- par les tiers, dans un délai de quatre ans à compter de sa publication.

Article 3

Le directeur général de l'Autorité de sûreté nucléaire est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée à Electricité de France – Société Anonyme (EDF SA) et publiée au *Bulletin officiel* de l'Autorité de sûreté nucléaire.

Fait à Orléans, le 13 juin 2017.

Pour le Président de l'Autorité de sûreté nucléaire
et par délégation,
Le Délégué Territorial,

Signée par Christophe CHASSANDE